Les écologies populaires en lutte
Inégalités environnementales, conflits et mobilisations

Centre des colloques, Campus Condorcet, Aubervilliers
29 janvier 2027

Journée d'étude organisée par les RT 05 (Classes, inégalités, fragmentations), le RT 21 (Mouvements sociaux) et le RT 34 (Sociologie politique) de l'Association Française de Sociologie

Date limite de proposition de communication : 4 septembre 2026

Appel à communications

Alors que les atteintes environnementales frappent de manière socialement inégale, les classes populaires sont au cœur de reconfigurations des rapports à l'écologie, entre préoccupations environnementales attestées et rejet d'une écologie institutionnelle perçue comme distante et contraignante. Cette journée d'étude interroge la manière dont ces rapports différenciés à l'environnement s'inscrivent dans des rapports de domination qui conditionnent leurs formes d'expression, de légitimation et de conflictualisation. Elle s'organise autour de la question suivante : dans quelles conditions les préoccupations environnementales des classes populaires deviennent-elles des conflits ou des mobilisations collectives, et par quels mécanismes certaines politiques environnementales sont-elles vécues comme des expériences de dépossession, de disqualification ou de mépris social ?

Les écologies populaires font l'objet d'un intérêt croissant en sciences sociales à partir de pratiques ordinaires et peu conflictuelles. Dans le sillage des « écologies morales » (Jacoby, 2021), ces travaux analysent des appropriations situées de l'environnement à distance de l'écologie légitime. Les gestes de sobriété, de recyclage ou de débrouille, inscrits dans des contraintes matérielles fortes, ne sont pas toujours perçus comme écologiques par leurs acteurs (Coulangeon *et al*., 2023 ; Hugues, 2025), tandis que les préoccupations environnementales des classes populaires peuvent diverger des cadrages institutionnels et des priorités des classes dominantes (Comby et Malier, 2021). Ces recherches soulignent la pluralité socialement située des rapports à l'environnement et leurs légitimités inégales.

Ces écologies situées restent toutefois peu appréhendées dans leurs dimensions conflictuelles et politiques. Si certaines recherches ont montré l'intérêt de croiser classe, genre et environnement à partir de formes d'écologie hybrides, parfois articulées à des registres spirituels ou féministes (Rimlinger, 2021), elles renvoient davantage à des configurations

d'engagement qu'à des formes de dépolitisation. Elles ne se traduisent cependant pas toujours en mobilisations, ce que reflète une littérature centrée sur des organisations militantes issues des fractions de la (petite) bourgeoisie culturelle (Comby et Dubuisson-Quellier, 2023 ; Gaborit *et al.*, 2024), documentant insuffisamment les engagements populaires.

Dans le même temps, les classes populaires, notamment précarisées et reléguées, sont en première ligne des atteintes environnementales (Deldrève, 2015), sans que cela produise des formes homogènes de politisation. Les conflits environnementaux se diversifient depuis une quinzaine d'années (Dechézelles, 2023), dans un contexte de recul des ambitions écologiques et de « greenbacklash » (Teulière *et al.*, 2025) qui reconfigure les clivages autour de l'écologie. La séquence des Gilets jaunes (Gaborit *et al*., 2022 ; Rubert, 2023) a mis en évidence des rapports différenciés aux institutions environnementales, aux dispositifs de participation et aux formes d'expertise, notamment lorsque certaines politiques sont vécues comme des expériences de dépossession ou de mépris social.

Ces dynamiques s'observent également hors de France, dans des contextes postcoloniaux où les conflits environnementaux s'articulent à des rapports de domination économiques et politiques multi-scalaires. Si les préoccupations environnementales populaires sont désormais bien documentées (Bécot, 2025), leurs conditions de politisation restent encore peu explorées, en dehors des travaux sur les Gilets jaunes et l'environnementalisme des pauvres (Martinez Alier, 2014). La littérature souligne surtout des configurations dominées par des alliances portées par des fractions de la petite bourgeoisie culturelle, produisant des effets de mise à distance des groupes populaires.

Dans cette perspective, la journée d'étude vise à analyser les conditions sociales, politiques et organisationnelles dans lesquelles des préoccupations environnementales populaires deviennent des enjeux de mobilisation. Il s'agit d'examiner les configurations locales des conflits, les rapports d'alliance ou d'opposition entre groupes sociaux, les répertoires d'action et les ressources mobilisées selon les contextes, ainsi que les formes de participation des classes populaires, y compris dans les mobilisations critiques ou anti-écologistes. Les communications pourront enfin interroger les articulations entre revendications environnementales et cadres politiques alternatifs aux dispositifs dominants. La journée s'articule autour de trois axes : luttes écologiques au travail, conflits localisés et tensions autour des modes de vie.

<u>Axe 1 : Travail et écologisation des luttes</u>

Cet axe interroge les luttes écologiques dans les mondes du travail, en analysant les tensions qu'elles produisent entre organisations syndicales, groupes professionnels et secteurs productifs. Les mobilisations des travailleur·ses, historiquement centrées sur l'emploi et les conditions de travail, sont désormais traversées par les enjeux environnementaux.

Les propositions pourront porter sur les tensions entre productivisme et écologisation, souvent formulées en termes de dilemme « environnement ou emploi » (Diaw et Deldrève, 2025), dans les secteurs industriels, miniers, agricoles ou logistiques. Elles pourront aussi analyser la politisation des enjeux environnementaux dans des groupes populaires exposés

aux pollutions, ainsi que le rôle des dépendances économiques locales dans les dynamiques de mobilisation (Buu-Sao, 2025).

Une attention pourra enfin être portée aux formes d'engagement syndical, aux conflits liés aux transformations écologiques du travail, et aux recompositions des rapports entre travail, emploi et environnement, en articulation avec les rapports de genre et de race.

Axe 2 : Territorialisation des conflits écologiques

Les conflits écologiques s'inscrivent dans des configurations locales structurées par des rapports de pouvoir, des dépendances économiques et des hiérarchies sociales. Pour les classes populaires, souvent liées aux activités productives locales et fortement exposées à leurs nuisances, ces configurations conditionnent les possibilités de politisation et de visibilité des atteintes environnementales. Penser ces conflictualités « par le bas » suppose d'analyser les contextes sociaux et politiques de leur émergence.

La contestation des activités polluantes se heurte à des structures locales de pouvoir souvent défavorables (Calvez et Leduc, 2011). Les transformations locales — paupérisation, embourgeoisement, politiques de transition, implantation d'activités polluantes — redéfinissent la légitimité des problèmes environnementaux issus des classes populaires. Ces dynamiques s'articulent aux rapports de genre, de race et de classe, qui structurent l'exposition aux nuisances comme les capacités de mobilisation.

Ces configurations invitent enfin à interroger la représentation politique des écologies populaires (municipales 2026) et leur inscription dans des cadres plus larges marqués par des logiques extractivistes et impériales. Les conflits environnementaux y émergent dans l'interaction entre groupes populaires, institutions locales et dispositifs de concertation, produisant des formes différenciées de mobilisation.

Axe 3 : Modes de vie et conflictualités environnementales

Cet axe interroge les conflictualités liées aux modes de vie et aux usages de l'environnement, qu'il s'agisse des usages récréatifs des espaces naturels (chasse, pêche, randonnée, loisirs ruraux) ou des tensions entre conceptions concurrentes des modes de vie, des pratiques de consommation et des usages légitimes de l'environnement. Les enjeux écologiques contribuent à reconfigurer les frontières symboliques entre groupes sociaux et les hiérarchies de légitimité associées aux pratiques.

Une attention particulière pourra être portée aux conditions dans lesquelles des pratiques, mobilités ou loisirs populaires relevant d'une « écologie de la frugalité » (Ginsburger, 2020) sont stigmatisées ou valorisées, ainsi qu'à la réception de politiques environnementales fondées sur la responsabilisation individuelle par des groupes populaires contraints matériellement. Ces dynamiques éclairent les formes de disqualification, de contestation ou de mobilisation associées aux usages de l'environnement.

Enfin, ces conflictualités pourront être replacées dans les transformations des usages résidentiels et récréatifs des territoires, les dynamiques de gentrification rurale (Collet, 2025) et les tensions liées aux politiques locales de transition écologique, afin d'analyser les conditions de formation ou de blocage des alliances et oppositions entre groupes sociaux.

Modalités pratiques

- La journée d'étude se tiendra le 29 janvier 2027 au Centre des colloques du Campus Condorcet (Aubervilliers), en présentiel.
- Les communications retenues prendront la forme d'interventions orales de 20 minutes, suivies d'une discussion collective.
- La journée est ouverte aux chercheur·ses confirmé·es, aux jeunes chercheur·ses, doctorant·es et postdoctorant·es en sociologie et plus largement en sciences sociales.
- Une prise en charge des frais de transport et, le cas échéant, d'hébergement sera proposée pour les participant·es ne disposant pas de soutien institutionnel, dans la limite des fonds disponibles.
- Une publication issue de la journée d'étude pourra être envisagée à l'issue des échanges.

Modalités de soumission

Les propositions de communication sont attendues au format ".pdf" au plus tard le 4 septembre 2026. Elles devront être envoyées à l'adresse je.rt05.rt21.rt34@gmail.com et ne pas excéder 3000 signes (espaces compris, hors bibliographie). Elles devront comporter les éléments suivants :

- le titre et la proposition de communication ;
- l'axe dans lequel s'inscrit la communication ;
- la question de recherche ou la problématique ainsi que le cadre théorique mobilisé;
- une présentation détaillée des matériaux empiriques et sources mobilisées;
- les principaux résultats;
- une courte bibliographie;
- le statut et l'institution de rattachement.

Merci de mentionner également s'il s'agit d'un travail de thèse en cours.

Une réponse sera apportée mi-septembre après expertise par le comité d'organisation de la journée.

Comité d'organisation

Pour le RT05 :

- Anna Berrard, doctorante en sociologie (EHESS / CEMS)
- Maël Ginsburger, MCF (Université Paris-Cité / CERLIS)
- Séverine Misset, MCF (Nantes Université / CENS)

Pour le RT21 :

- Lucile David, doctorante en science politique Lyon 2 / Triangle, CESSP
- Arthur Guichoux, chercheur postdoctorant en sociologie (Marie Sklodowska Curie Action à l'Université de Liège)
- Gökçe Tuncel, chercheuse postdoctorante en sociologie (Université Paris-Est Créteil / Céditec)

Pour le RT34 :

- Yoletty Bracho, MCF contractuelle (Université d'Avignon / JPEG)
- Gabriel Montrieux, MCF (La Rochelle Université / LIENSs)
- Florian Pietron, chercheur associé en sociologie (CRESEM)

Bibliographie

Bécot Renaud (2025), « Pour une histoire populaire et environnementale de la France au XXe siècle », *Genèses*, 139 (2), 125-145.

Buu-Sao Doris (2025), « Une politisation oblique des écologies populaires. Travailler et vivre face à la prédation extractive en Andalousie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 256 (1), p. 22-41.

Calvez Marcel, Leduc Sarah (2011), « La formation des signalements », *in* Calvez M., Leduc S., *Des environnements à risques. Se mobiliser contre le cancer*, Paris, Presses des Mines, p. 175-200.

Collet Anaïs (2025), « Trois registres de l'écologie cultivée. Quand la bourgeoisie culturelle parisienne part vivre à la campagne », *Genèses*, 139 (2), p. 7-30.

Comby Jean-Baptiste et Dubuisson-Quellier Sophie (dir.) (2023), *Mobilisations écologiques*, Paris, PUF.

Comby Jean-Baptiste, Malier Hadrien (*2021), « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses », Sociétés contemporaines*, 124 (4), p. 37-66.

Coulangeon Philippe, Demoli Yoann, Ginsburger Maël, Petev Ivaylo (2023), *La conversion écologique des Français. Contradictions et clivages*, Paris, Presses Universitaires de France.

Dechézelles Stéphanie (2023), *Bataille rangée sur le front éolien. Sociologie des contre-mobilisations énergétiques*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Deldrève Valérie (2015), *Pour une sociologie des inégalités environnementales*, Bruxelles, Peter Lang.

Diaw Mody, Valérie Deldrève, (2025) « "Environnement ou emploi", Enquête sur l'écologisme ouvrier dans l'usine Alteo Gardanne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 256 (1), p. 4-21.

Gaborit Maxime, Grémion Théo, Della Sudda Magali (2022), « III. Précarités jaunes : vers une relocalisation de la démocratie écologique ? », in J. Fourniau, L. Blondiaux, D. Bourg et M. Cohendet (dir.), *La démocratie écologique : Une pensée indisciplinée*, Hermann, p. 293-310.

Gaborit Maxime, Le Lann Yann, Solnon Anaëlle, Touzet Hugo (2024), « Marcher contre l'inaction climatique Les résultats d'une ethnographie quantitative des manifestations pour le climat », *Politix*, 145 (1), p.135-162.

Ginsburger, M. (2020), De la norme à la pratique écocitoyenne Position sociale, contraintes matérielles et diversité des rapports à l'écocitoyenneté. *Revue française de sociologie*, 61(1), 43-78.

Hugues Fanny (2025), « Le jardin potager : une pratique de subsistance fragilisée chez les classes populaires rurales », *Pour*, 251-252 (1-2), p.247-256.

Jacoby Karl (2021) [2001], *Crimes contre la nature. Voleurs, squatteurs et braconniers : l'histoire cachée de la conservation de la nature aux Etats-Unis*, Toulouse, Anarchasis.

Martinez Alier Joan (2014), *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Paris, Les petits matins.

Rimlinger Constance (2021), « Féminin sacré et sensibilité écoféministe. Pourquoi certaines femmes ont toujours besoin de la Déesse », *Sociologie*, 12 (1), p. 77-91.

Rubert Aldo (2023), « "Nous à la campagne, l'écologie, on la connaît". Contestations et appropriations des injonctions environnementales par des Gilets jaunes ruraux », *Politix*, 144 (4), p. 67-97.

Teulières, L., Hagimont, S., & Hupé, J. M. (2025). *Greenbacklash: Qui veut la peau de l'écologie?*. Seuil.